

Espaces non-terrestres accessibles à tous mais détenus par personne tels que l'espace aérien international, l'espace extra-atmosphérique, la haute mer et le cyber, les *global commons* ne sont plus « contrôlés » par les Etats-Unis. Aujourd'hui, la rivalité des puissances émergentes s'intensifie, se traduisant par une posture dite de « déni d'accès » aux dépens des forces armées américaines : c'est-à-dire une forme de campagne conduite à de longues distances qui peut aller jusqu'à une interdiction de zone. Une telle configuration entraîne l'élaboration d'une nouvelle Grande stratégie aux Etats-Unis ayant comme visée de maintenir les flux dans mais aussi et surtout l'accès à ces espaces.

L'objectif de la présente étude consiste à analyser les caractéristiques conceptuelles et doctrinales des *global commons* dans la production officielle de l'administration Obama (de la QDR 2010 aux documents préparatoires de celle de 2014) mais aussi à identifier la manière dont la Chine et la Russie incorporent cet enjeu dans leur propre posture stratégique. Ce qui permet d'identifier un nouveau grand jeu mondial pour cette première moitié de XXIème siècle assez éloigné de la perspective classique d'un grand échiquier ayant l'Eurasie comme cible. Il a pour objet central la liberté de mouvement dans les espaces communs. Il n'est pas non plus sans conséquences comme les tendances à la militarisation de ces espaces.

Cette étude entend également mettre en relief deux autres apports pour la pensée stratégique : une homologie entre les espaces communs favorable à des options offensives, ainsi qu'une conception extensive de « l'état de guerre ».